

LE FICHIER DES GENDARMES

Que faire lorsqu'on constate un fichage illégal ? C'est ce que s'est demandé la « Commission informatique et liberté » rouennaise, créée localement à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme, avec le soutien d'associations diverses et de syndicats.

LES faits sont les suivants : il est de notoriété publique que les services de gendarmerie envoient régulièrement des gendarmes en uniforme dans les palais de justice, afin de procéder à un relevé systématique des jugements. Ces relevés se font sur des fiches qui comportent les mentions suivantes : « nom, prénom, né le, à, domicile, jugement, peine infligée, avec sursis, sans sursis, date de la condamnation, infraction réprimée ». Ces fiches sont ensuite envoyées aux gendarmeries du domicile et du lieu de naissance. Ce travail des gendarmes revient, de fait, à créer un casier judiciaire parallèle, pratique illégale qui ne peut s'effectuer qu'avec la bienveillance de hauts magistrats.

Pratique illégale, atteinte aux libertés

Ces relevés de jugements sont illégaux à maints égards : interrogé sur l'existence de ce fichier, le président de la CNIL, J. Thyraud écrivait le 2 juin 1981 que « celui-ci est actuellement inconnu à la CNIL ».

Fichier illégal car le casier judiciaire ne dépend que du ministère de la Justice qui ne peut en donner communication à quiconque, hormis l'intéressé.

Le casier judiciaire est à ce point protégé que, seule, la personne concernée peut en avoir communication, et souvent partiellement.

Surtout l'effacement des peines (amnisties, non inscriptions pour les mineurs...) est faite de façon systématique dans les palais de justice. Qu'en est-il dans les gendarmeries ? Elles conservent les traces des condamnations, même amnistiées, y compris les plus bénignes, et semblent ignorer qu'on ne doit pas mentionner celles des mineurs...

Une question se pose : quelle est la destination exacte et l'utilisation de ces renseignements ? Il se pourrait que certains employeurs soient intéressés !

Que faire ?

Après avoir constaté les faits et s'être assuré de l'illégalité totale de ce fichier, l'APLI (Association pour le respect des libertés au regard de l'informatique, as-

sociation créée afin de se pourvoir devant les tribunaux) pose une requête devant le tribunal de Grande Instance de Rouen en septembre, demandant qu'un huissier soit commis pour vérifier l'existence, et le contenu de ce fichier.

Ce tribunal donne raison à l'APLI le 16 septembre. L'huissier désigné, ordonnance en main, se fait proprement « jeter » par le lieutenant colonel de gendarmerie.

Perplexité générale, que vient rompre l'annonce d'une assignation en référé, contre l'APLI, de Charles Hernu, ministre de la Défense...

Le ministre de la Défense contre l'APLI

Cette contre-attaque rapide (assignation prévue pour le 14 octobre) révèle essentiellement le malaise important que la décision du tribunal de Rouen (et sa non-application !) provoquait dans les services de gendarmerie. L'argumentation du ministre de la Défense repose sur

le fait qu'il considère que le juge judiciaire qui a nommé l'huissier est incompétent. L'affaire, relève, selon lui, des tribunaux administratifs. Subtilité importante si l'on sait que les juges administratifs ne bénéficient d'aucun pouvoir d'interpellation et d'investigation !

L'APLI décide, après consultation de la commission, d'écrire à M^{re} Badinter pour éclaircissements, puis de tenir une conférence de presse, le lundi 12 septembre, l'une à Paris, l'autre à Rouen.

Et le pouvoir ?

Dès l'annonce de l'assignation de Charles Hernu, on se remue beaucoup. Réunion des adhérents de la Ligue des Droits de l'Homme de tous partis au parlement, réunion « in extremis » à l'Elysée...

Le 12 octobre, en fin de matinée, Charles Hernu renonce à son assignation et annonce la fin de la collecte des renseignements.

A Rouen, le PS ne signera pas, comme le feront d'autres organisations, la lettre à Badinter, ni ne participera à la conférence de presse... Aucun communiqué ne viendra illustrer l'affaire dans le journal local.

Que faire encore, que dire ?

Bien sûr, on ne parle plus de la carte d'identité informatisée, ni des projets AUDASS et GAMIN ! Mais la reste !

Que vont devenir des fichiers de la gendarmerie, de la sécurité militaire, et bien d'autres ? Suffit-il d'abandonner ces projets pour que leur rôle soit revêtu ?

Hélène GUTTIERREZ

● REPLIER SUIVANT LE POINTILLÉ
LE VOLET A SUR LE VOLET B

● INTERCALER UN CARBONE

● RENSEIGNER AU STYLO A BILLE OU A LA MACHINE

● SÉPARER LES VOLETS POUR L'ENVOI

DESTINATAIRE
COMMANDANT DE COMPAGNIE
DU LIEU DE NAISSANCE

A

QUI TRANSMETTRA

A

LA BRIGADE DU LIEU DE NAISSANCE
(POUR ANNEXER A LA FICHE 15 OU 25)

AVIS DE CONDAMNATION (B)

NOM

PRÉNOM

NÉ LE

A

DOMICILE

<input type="checkbox"/> JUGEMENT	<input type="checkbox"/> CONTRADICTOIRE	<input type="checkbox"/> PAR DÉFAUT
<input type="checkbox"/> ARRÊT	<input type="checkbox"/> INTERDICTOIRE	<input type="checkbox"/> CONTUMACE
<input type="checkbox"/> TRIB. CORRECT.	<input type="checkbox"/> C. D'ASSISES	<input type="checkbox"/> TRIB. MILIT.
<input type="checkbox"/> COUR D'APPEL	<input type="checkbox"/> AUTRE JURIDICTION	

DE :

DATE DE LA CONDAMNATION

PEINE INFLIGÉE

INFRACTION RÉPRIMÉE

PERMISSEUR DES COMMUNES A LA FICHIER DE LA GENDARMERIE

AVEC SURSIS

SANS SURSIS